

La France périphérique

Résumé de l'ouvrage de Christophe Guilluy

La société française est touchée par la Crise longue, depuis les années 1970. Le monde politique est dans l'impasse. Une analyse sociale et géographique nous permet de comprendre la situation.

La mondialisation et la métropolisation (essor des plus grandes agglomérations) réaménagent la structure de classes, et la façon dont cette dernière organise le territoire. Des radicalités nouvelles émergent, mais elles ne trouvent pas (encore) la voie qui permettrait de sortir de la crise générale, sociale, économique et idéologique.

1. Mondialisation et recomposition sociale

1.1. Des catégories sociales populaires et majoritaires

Des sociologues notent l'effacement des classes moyennes, émiettées et en partie déclassées par la diminution relative de leurs revenus.

Les catégories populaires (employés et ouvriers) restent majoritaires. Pour l'auteur, "les plus modestes" sont les précédents, augmentés des petits paysans et indépendants, des retraités issus de ces catégories, des jeunes et des chômeurs.

Leurs revenus se situent sous la médiane.

1.2. Géographie des fragilités sociales: les catégories populaires invisibles

Depuis les années 1970 (la Crise), les catégories populaires, au rebours de l'acquis de la Révolution industrielle, sont rejetées des lieux où se crée la richesse (les grandes villes). La "péri-urbanisation subie" anime ce processus.

Elles sont devenues invisibles, réparties dans les villes petites et moyennes, les couronnes péri-urbaines, et les campagnes. Cette "France périphérique" rassemble 60% de la population. Elle dessine la France des "fragilités sociales" (carte), définie par une batterie d'indicateurs: revenus bas, part des chômeurs, emplois précaires, etc.... Dans ces territoires, les ménages endettés par l'accession à la propriété, et contraints à l'automobilité, sont à la merci de l'insolvabilité, en cas de perte de leur emploi, ou de séparation conjugale. De plus, leurs enfants vivent éloignés des établissements d'enseignement supérieur.

La carte des fragilités sociales est le négatif de celle du zonage en aires urbaines de l'Insee, où les métropoles inscrivent leur poids (carte), et pour laquelle le concept d' "espace rural" a disparu.

La France connaît donc la "fracture sociale", qui se répercute en une "fracture spatiale".

1.3. La France des métropoles

Elle comprend les 25 "aires urbaines" (au sens de l'Insee) les plus peuplées; moins la partie externe de leurs couronnes, qui concerne la "péri-urbanisation contrainte" et relève de la

"France périphérique" définie ci-dessus. Cette "France des métropoles" compte pour 40% de la population, et engendre près des 2/3 du produit national (le PIB).

Les métropoles sont peuplées significativement par les catégories supérieures (majoritaires dans la métropole parisienne), et par des populations mobiles d'immigrés récents, dans leurs banlieues, qui leur attribuent une fonction de "sas" entre la France, pays développé, et le Sud "en voie de développement": c'est la "mondialisation par le bas". Les populations d'immigration récente ont accès au marché de l'emploi des métropoles, dont elles sont partie intégrante.

Au total, les inégalités dans les métropoles sont profondes, et les médias montrent du doigt le communautarisme qui se développe dans certains "quartiers".

2. Les répercussions sociales et spatiales de la Crise

2.1. La Crise dans la France périphérique

L'activité industrielle se localise en grande part dans la France périphérique, au-delà même des banlieues, qui se désindustrialisent depuis les Trente Glorieuses, par "desserrement" et "décentralisation". Les usines, quand elles ne ferment pas, sont transférées dans les couronnes péri-urbaines, dans les bassins d'emplois des petites villes, et jusque dans les zones rurales, formant des espaces dits "ruralo-industriels". Cette France périphérique, où les revenus sont bas, et les populations "fragiles", comme vu plus haut, est de plus touchée par l'approfondissement de la Crise, à partir de 2007. Les "plans sociaux" et licenciements se multiplient. Les "bonnets rouges" commettent des déprédations, en Bretagne.

La France périphérique se révèle menaçante, comme un réveil des "classes dangereuses" qu'on avait oubliées.

2.2. Le vote "front national", nouvelle radicalité, et la crise politique

La France périphérique présente une sociologie "de gauche", théoriquement, mais il s'avère qu'elle vote front national, quand elle ne s'abstient pas.

Au Nord, le vote FN est celui de jeunes actifs, menacés par la précarité, dans des régions en crise.

Au Sud, le vote FN résulte d'une réaction "identitaire", de la part de populations plus âgées, qui craignent de devenir minoritaires face à l'immigration, et se sentent placées dans un état d'"insécurité culturelle".

A l'Ouest, le vote FN est une nouveauté, et doit beaucoup à l'éclatement de la Crise dans un système agro-industriel productiviste.

Partout, le vote FN vient du sentiment d'être abandonné par l'Etat-providence. On aboutit au paradoxe de la dénonciation de cet Etat, accusé de tous les maux, (impôts, secours privilégiant les immigrés), alors qu'on n'en a jamais eu autant besoin.

Les nouvelles classes populaires constatent que l'UMP et le PS s'adressent à un électorat vieillissant, intégré à, ou protégé des conséquences de la mondialisation, et que ces deux partis jouent le jeu de l' "alternance unique", pour le service de la mondialisation et de la métropolisation. Elles s'autonomisent donc, et utilisent le FN à leurs fins. C'est pourquoi le FN, parti sans théorie propre, "socialise" son discours, pour capter cet électorat actif et jeune, sur lequel il compte se développer.

Dans cette situation, l'UMP se droitise, et tente d'attirer un électorat "petit blanc", pour

compléter sa base électorale des gagnants de la mondialisation.

Le PS, quant à lui, s'appuie sur les protégés de la mondialisation (fonction publique...). Il a pu recevoir les votes de minorités des métropoles en 2012, opposées à la montée démagogique de l'intolérance de la droite, mais n'a pas vu ensuite que leur vote peut être socialement conservateur: ce parti apparaîtrait comme libéral, teinté de gauchisme culturel.

Enfin, la gauche de la gauche n'est pas audible, et connaît l'échec après 2012. Seuls les électeurs d'un certain âge comprennent encore son ouvriérisme.

La bipolarisation de la vie politique se transforme donc en un système tripolaire UMP-PS-FN.

2.3. Le débat sur le "populisme"

La consultation directe du peuple est jugée comme un danger par la classe au pouvoir. C'est l'intérêt des dominants, que de discréditer leur contestation par les nouvelles catégories populaires, en taxant de "populisme" toutes les idées et tous les débats qui pourraient servir à les rassembler: l'immigration massive (il y aurait 200 000 entrées annuelles sur le territoire), le multiculturalisme, la mondialisation, le protectionnisme. Les classes populaires ne sont pas incultes; elles ont compris leur mise à l'écart du projet des classes dominantes. Elles portent seules le poids de ces processus, les vivent, et en portent une analyse objective, loin de la "mixité" et de l'accueil de l'autre "à 6000 euros par mois", prônés par les donneurs de leçons des classes supérieures. Ces derniers ont bien su ériger les barrières invisibles qui les isolent: choix du logement, contournement de la carte scolaire...

Un modèle alternatif est à inventer (protection, relocalisation...), dans les nouvelles sociabilités de la France périphérique qui émergent.

3. Vers une contre-société?

3. 1. Une contestation radicale par le "village"

Les nouvelles catégories populaires émergent sur les décombres de la "classe moyenne". Mises à l'écart de l'économie et de la société "globales", elles pratiquent en retour depuis les années 1980, la stratégie d'évitement destinée à les protéger de la perte de leur identité. La conséquence en est la sédentarisation contrainte, l'enracinement dans leurs espaces de vie, mal reliés à l'emploi et aux équipements socio-culturels. Ce comportement est la contestation en action des injonctions à la mobilité généralisée, et à l'absence d'attaches (le "nomadisme") ressassées par les classes dominantes. On peut le discuter, mais le résultat est là, dans la société, et inscrit dans la matérialité de l'espace géographique.

L'opposition artificielle gauche-droite est ainsi remplacée par un affrontement direct entre classes dominantes, et populaires... mais médiatisé par le FN. Les classes dominantes ont su intégrer toutes les formes de contestation "classiques": manifestations, syndicalisme... mais sont déstabilisées par l'obstacle imprévu dressé par les catégories sociales qu'elles avaient cru pouvoir oublier. Dans le "village" à plusieurs échelles de la France périphérique que les nouvelles catégories populaires se créent, avec calme et pragmatisme, naît une contre-société que le pouvoir ne contrôle plus, et dont les ressorts ne sont pas à courte vue.

3.2. Des motivations universelles

Les catégories modestes se sont donc construit leur "village", leur "continuum socio-culturel", leur "hinterland". D'ailleurs, la tendance à l' "entre-soi" est loin d'être absente chez les classes supérieures, qui apprécient la convivialité de leur "boboland", dans l'espace métropolisé.

L'auteur cite des sondages, réalisés aussi à l'étranger, qui établissent l'universalité de la logique du village, qui est anthropologique. Les individus font société dans la similitude.

Les conduites qui en découlent peuvent être discutées, mais évoquer le racisme n'est pas pertinent. Le séparatisme territorial est une solution pragmatique et pacifique, face à des causes de tensions inévitables. C'est une démarche de protection, et non de fermeture. La fraternité est toujours possible, tant que les individus sont rassurés, quant au fait de ne pas devenir minoritaires dans leur espace de vie, et de ne pas subir d'insécurité culturelle.

Cette réalité organise les territoires.

3.3. La nouvelle zonation de l'espace français

L'espace de la société nouvelle se compose de trois ensembles:

- La France périphérique des fragilités sociales, que les classes supérieures, qui s'en désintéressent totalement, ne réussissent plus à rendre invisible. Elle se heurte frontalement à l'idéologie libérale mondialiste et "mobiliste": c'est une révolution potentielle, si les abstentionnistes se mobilisent.

- Des banlieues dont l' "hinterland culturel" est mondial (donc une certaine contre-culture peut y vivre), avec une touche de communautarisme et de valeurs traditionnelles. Malgré leurs difficultés, les immigrants récents et leurs enfants y bénéficient d'un milieu urbain métropolitain. Ce n'est pas dans les banlieues que l'ordre mondialiste est le plus contesté.

- Des métropoles gentrifiées, dont le complément est la banlieue ci-dessus, qui abrite les soutiers de la mondialisation. Les classes supérieures y vivent en mode "hors sol" (l'aéroport payé par la collectivité, bruit compris, est leur équipement obligatoire, ndlr).

Cette organisation sociale et géographique inégalitaire représente un équilibre instable, dans une situation historique précise.

Conclusion

Bientôt, le bouleversement social pourrait venir de la France périphérique. On ne peut pas encore parler de lutte des classes au sens traditionnel, mais il y a bien une opposition frontale, matérielle et idéologique.

Les villages de la France des fragilités sociales voient les difficultés s'approcher, avec la hausse des coûts immobiliers et de l'énergie, et par les difficultés financières des collectivités locales provoquées par l'austérité. Elle aurait bien besoin d'une instance d'aide, à l'échelle... du département, que l'on veut supprimer.

Une explosion sociale s'annonce-t-elle?